

UNEF renouveau

numéro spécial de « Lille-U » directeur Pierre Deblock

Faire céder le pouvoir

Ce n'est pas par on ne sait quel révolutionnarisme que des dizaines de milliers d'étudiants sont en lutte continue contre la politique universitaire du pouvoir, 30.000 l'an dernier en médecine, 80.000 en langues. Les manifestations de la Faculté des sciences d'Orsay, les luttes revendicatives de Nancy, Clermont lettres, Grenoble sciences. Non, les étudiants ne s'accrochent pas de la situation qui leur est faite, ils l'ont manifesté massivement lors des élections universitaires. Oui, les étudiants veulent vivre et étudier, ils en exigent les moyens.

plate-forme pour le renouveau de l'UNEF

(pages 3 et suivantes)

POUR LES LUTTES, L'UNEF

Quelle que soit leur discipline universitaire, la majorité des étudiants ont les mêmes adversaires à combattre — ségrégation sociale aggravée, manque de locaux et d'enseignants, conditions de vie difficiles — sont les préoccupations de la plupart d'entre nous. Notre avenir est hypothéqué par le manque de débouchés et l'inadaptation de nos études au développement de la société.

Rester étudiant, accéder à une profession correspondent à nos aspirations. Chaque fois que nos actions sont maladroites, organisées et responsables, nous sommes capables de faire céder le pouvoir. Mais, si la pression des étudiants n'est pas constante, les acquis de nos luttes sont constamment remis en cause, de nouvelles attaques frappent les étudiants.

Les plus récentes sont la dégradation des conditions de vie, le renforcement de la sélection, la suppression des I.P.E.S. Pour les combattre, les étudiants ont besoin d'une force nationale et organisée. C'est pour cela qu'il faut rénover l'U.N.E.F. et en faire l'instrument du combat des étudiants. Cette exigence a été formulée dans les luttes, dans le succès de l'U.N.E.F. Renouveau aux élections universitaires. Déjà, dans plusieurs villes universitaires, les étudiants ont repris en main leur action syndicale. Dans toutes les facultés, un courant d'adhésion à l'U.N.E.F. sur les bases du renouveau syndical se développe.

Certains veulent encore entraver le développement et la rénovation de l'U.N.E.F.

Leur objectif est de faire de l'U.N.E.F. l'instrument de leurs manœuvres politiciennes et ils ne reculent devant aucune méthode pour y parvenir. Ils cherchent à empêcher les étudiants de s'exprimer, Ultra-minoritaires, ils emploient la violence pour s'imposer.

Mais l'U.N.E.F. n'appartient pas aux matraqueurs et les étudiants ne resteront pas plus longtemps privés de leur organisation. C'est pour cela que la tendance U.N.E.F. Renouveau propose à tous les étudiants de débattre de l'orientation, d'adhérer à l'U.N.E.F. Prendre sa carte du syndicat, participer à la préparation d'un congrès démocratique, c'est lutter pour défendre ses intérêts.

Guy KONOPNICKI,

Membre de la Commission de Contrôle de l'U.N.E.F.

leader national de l'U.N.E.F. Renouveau.



élections : premiers succès

DANS LA BATAILLE QUI NOUS OPPOSE AU POUVOIR, NOTRE POINT DE VUE A ÉTÉ CELUI DES INTERÊTS DE LA PLUS GRANDE MASSE DES ÉTUDIANTS

À la mi-temps des élections, la vie nous a donné raison sur l'essentiel. À ce jour 400 XER de 42 universités se sont prononcés, soit 325.000 étudiants.

Analyse globale

I. — Progression importante de l'UNEF-Renouveau puisqu'elle totalise déjà plus de 700 élus pour la moitié des étudiants alors qu'elle en avait 1.200 en 1969 pour l'ensemble des étudiants. En même

temps cet accroissement du nombre des élus représente dans de nombreux cas un accroissement important du nombre des voix.

Par exemple.
AIX-Lettres + 200
AIX-Droit + 257
STRASBOURG + 500
BREST-Lettres + 525
TOULOUSE-Droit + 100
TOULOUSE + 300
NICE + 680
ORSAY + 300
GRENOBLE-Sciences + 533

II. — Effondrement complet des listes réactionnaires. — Au plan national, aucune de ces organisations n'a eu la capacité de se présenter.

(Suite page 2)

Dans la dernière période le baron Guichard a pris toute une série de mesures aggravant encore la situation des étudiants et c'est face à ces mesures que les étudiants lutteront et s'organiseront dans l'UNEF.

Le scandale de la suppression des IPES :

Les IPES, étaient une conquête syndicale importante qui permettait à un nombre limité d'étudiants d'avoir un pré-salaire dès la fin de la 1ère année du 1er cycle. Guichard les supprime et propose à leur place un système ultra-sélectif, plaçant ainsi définitivement le chemin de l'enseignement à l'immense majorité des étudiants en lettres et sciences.

Avec l'UNEF-Renouveau, les étudiants exigent :

— Le maintien des concours des IPES à la fin de l'année universitaire 1970-1971 avec les 3.800 postes au concours.

— Le concours de recrutement des futurs instituteurs doit être maintenu à la fin de la 1ère année du 1er cycle.

II — Une scolarité effective pour les élèves professeurs. — Nécessité pour tous les étudiants des instituts de pourvoir leurs études jusqu'à la maîtrise au sein des universités.

III — La possibilité d'accéder à l'enseignement pour tout étudiant n'ayant pu avoir accès aux I.T.F.P. :

— Un concours de recrutement unique ouvert à tous les étudiants avec des modalités particulières pour

(Suite page 2)



faire céder le pouvoir (Suite de la page 1)

les élèves professeurs, afin que ce soit pour eux une sanction de leurs études et non un barrage. L'actuel pourcentage d'échecs de 60 % est inadmissible.

IV — Une augmentation générale du nombre des places :

— Le maintien des 3.800 postes d'Ipes pour 1970-71.

— La création de 5.000 places supplémentaires aux Capes.

— L'augmentation du nombre de places en concours pour les ITFP en 1971-72.

V — Une solution réelle et durable du problème de la formation des maîtres s'appuyant sur les principes suivants :

● ne pas isoler les problèmes du secondaire de ceux du primaire et du supérieur,

● formation en 5 ans pour les enseignants du secondaire,

● formation dans le cadre des universités en maintenant la liaison entre enseignement et recherche, connaissances, théoriques et pratiques,

● véritable formation pédagogique,

● mode unique de recrutement.

— Les moyens précis et concrets de la mise en œuvre d'un tel plan.

Que Guichard en soit bien persuadé, les militants de l'UNEF-Renouveau, leurs élus, exerceront partout à faire aboutir ces revendications justes et raisonnables, partout, ils appelleront à la grève, aux délégations massives, aux pétitions, aux votes de motion. Ils se joindront à la semaine d'action du SNES et du SNES Sup. du 8 au 15 février.

Les conditions de vie empirent.

— Le pouvoir d'achat moyen des bourses est passé de 1241 heures de SMIG en 1964 à 853 heures de SMIG en 1969, soit une baisse de 58 % — dans le même temps le pourcentage des étudiants boursiers est tombé à 19 % alors que le chiffre minimal du V^e plan était de 30 %. Aujourd'hui, près d'un étudiant sur deux est obligé de travailler pour poursuivre ses études, 2/3 des étudiants ne terminent jamais leurs études; nous demandons dans l'immédiat :

— une augmentation de 50 % du taux des bourses,

— une révision du barème d'attribution des bourses permettant qu'au moins 30 % des étudiants puissent en bénéficier.

Il est nécessaire de mettre en application les conclusions de la commission, « Vie de l'étudiant » présidée par le recteur Mallet, notamment l'allocation d'étude. C'est ville par ville, sur les questions des transports, les logements, les restos que l'action continuera à être menée.

Sa globalisation suppose, pour une part, le renouveau du syndicat.

La sélection par l'échec sur une base de ségrégation sociale connaît des formes nouvelles.

A la rentrée de 68, les étudiants ont obtenu la possibilité d'opter pour un mode continu de vérifications des connaissances, ce qui excluait pas, pour les étudiants salariés, la possibilité d'opter pour un examen terminal. Or le décret du 19 juin oblige tous les étudiants à passer le contrôle continu et l'examen.

Abrogeant par la même les aspects novateurs du contrôle continu il lèse gravement les étudiants salariés (soit la moitié des étudiants) dans l'impossibilité de suivre un tel contrôle continu.

Nous exigeons l'abrogation de ce décret, et des mesures spéciales pour les étudiants salariés.

Sur ces trois axes essentiels : IPES, conditions de vie, contrôle des connaissances, les luttes partielles ne manquent pas, nous en sommes convaincus, pourtant de telles luttes ne peuvent suffire. Il faut que, à un moment donné, une globalisation de ces luttes se fasse.

C'est pourquoi l'UNEF Renouveau travaillera avec les étudiants à l'ouverture de

NEGOCIATIONS d'ensemble sur toutes les conditions de vie et d'études.

élections : premiers succès

(Suite de la page 1)

ne serait-ce que dans la moitié des UER.

— Ceux qui n'ont pas préféré ne pas se retirer prudemment comme le CLERU ou l'UNI n'ont même pas jugé utile de faire un communiqué de leurs résultats, tant ils sont pitoyables.

III. — Il demeure qu'un nombre important d'étudiants, environ 50 % se sont prononcés pour des listes locales sans étiquettes bien définies de type folklorique ou corporatiste, qui n'auront pas par là même les moyens de mener à leur terme les revendications des étudiants, qui ne pourront que s'effriter, quelles que soient les illusions du moment dans le développement des luttes des étudiants.

Il ne faut pas oublier par ailleurs que même là où nous sommes minoritaires par rapport à des organisations de ce type notre poids politique est plus grand, parce que nous sommes un mouvement d'audience nationale notamment.

IV. — Enfin, un nombre variable d'étudiants n'a pas voté, et sur 3.400 sièges, plus de 1.000 resteront sans titulaire.

A l'heure actuelle le pourcentage de participation s'établit de 10 % à Bordeaux III, à 80 % de votants à l'UT de Havre.

La moyenne de la participation au vote si tant est qu'elle soit de haute valeur se situe autour de 40 % — les grosses villes ayant le mieux voté étant celles où l'UNEF-Renouveau a mené une bataille importante comme Nancy I = 59 % de votants. A Lille le quorum est atteint partout (60 %).

Au chiffre des abstentions il est plusieurs causes.

I. — L'absence du pouvoir autour des élections. Nous y reviendrons.

II. — L'effondrement national des listes réactionnaires.

III. — Notre présence solitaire dans de nombreux endroits abaisse la participation des étudiants, bien que nos voix montent.

Mais au fond, ce nous importe à nous l'effondrement des réactionnaires et leur incapacité à présenter des listes — le principal demeure notre audience croissante — résultat d'autant plus apprécié

ciable que le pouvoir a tout fait pour alder l'abstention.

I. — Certes en entretenant un certain silence autour des élections au plan national.

II. — Mais surtout en accumulant les difficultés au plan local.

— Désinformation des étudiants

— Dates des élections inconnues.

— Difficultés techniques pour les dépôts de liste.

— Urnes dissimulées.

Par exemple :

— A Luminy-Sciences à Marseille élections de 10 h. à 14 h. dans une salle de travail au 4^e étage.

— A Centrale-Paris IV : les urnes sont à la Sorbonne, etc.

Analyse sociétarielle.

I. — Nous, progressions de façon importante dans nos plus fortes implantations syndicales.

— NANCY

— LILLE

— ORSAY.

Où à divers degrés une activité syndicale importante a été menée.

II. — Nous connaissons évidemment une progression importante dans des secteurs où nous n'étions pas implantés comme les IUT ou dans quelques villes comme ANGERS ou BREST.

III. — Nous progressons de façon notable dans des secteurs qui ont connu des luttes importantes comme médecine bien que cette réalité soit variable d'une ville à l'autre.

IV. — Nous stagnons dans quelques secteurs où nous sommes par ailleurs bien implantés notamment en Lettres.

V. — Nous régressons dans quelques villes où la tendance a connu des difficultés importantes, notamment du fait de l'activité des liquidateurs comme DIJON et BORDEAUX dans une moindre mesure.

VI. — Enfin il faut noter que dans l'ensemble la première année à l'université, n'ayant pas fait l'expérience des luttes s'absent plus que les autres années. L'essentiel demeure la protestation de dizaines de milliers d'étudiants à la politique universitaire du pouvoir, point d'appui important pour faire aboutir les légitimes revendications des étudiants.

RENOUVEAU DE L'UNEF

RENOUVEAU DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Parce qu'elle prendra à son compte toutes les préoccupations des étudiants et qu'elle sera partie intégrante du mouvement démocratique du pays, l'UNEF-Renouveau manifestera sa solidarité aux peuples opprimés en lutte pour leur libération, combattra pour la paix dans le monde.

Absente le 10 mai 1970 à Vincennes, la direction liquidatrice avait une fois de plus failli à ses devoirs. Les militants qui œuvrent au renouveau de l'UNEF, étaient présents pour exprimer leur soutien aux peuples d'Indochine contre l'agression US, se faisant ainsi les porte-parole des étudiants, dont l'aspiration est la victoire de ces peuples.

De même, c'est avec l'UNEF-Renouveau, que les étudiants ont pu contribuer à faire reculer le fascisme en Espagne et contraindre Franco à ne pas assassiner Izko et ses camarades. Ainsi, si les étudiants ont agi contre la parodie de procès, ils l'ont fait dans les rues du Quartier Latin avec Paris-Sciences-UNEF (sur les positions des CU/R) et les CU/R de Censler-Sorbonne (18 décembre 1970), ils l'ont fait en manifestant à Orsay avec l'AGEO. Cet exemple montre comment à ces questions internationales, dans lesquelles les étudiants voient une nécessité d'intervenir, leur syndicat répond : les 5.000 étudiants qui sont descendus dans la rue, dans la région parisienne, les 1.000 étudiants à Pau, les 1.500 à Toulouse, les 1.000 à Aix, les milliers d'autres à Nancy, Perpignan, qui ont manifesté dans la rue, les milliers d'autres qui ont voté des motions, signé des pétitions, élu des délégations, débattus, ont utilisé le syndicat comme un moyen d'efficacité, et en retour, celui-ci a été leur expression, leur porte-parole.

Aujourd'hui les comités UNEF-Renouveau et les CA UNEF pour son Renouveau qui ont réagi contre l'assassinat de Ernest Ouandié, dirigeant de l'Union des Populations du Cameroun, dénoncent la dissolution de l'Union Nationale des Etudiants Algériens et l'arrestation de ses dirigeants. Ils ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis des événements de Pologne.

Demain l'UNEF-Renouveau sera dans la bataille pour la libération de la jeune universitaire noire Angela Davis, militante de la paix, que le fasciste Reagan voudrait assassiner pour l'exemple.

Elle poursuivra et intensifiera l'action pour la victoire des peuples d'Indochine. Elle sera présente, avec les étudiants, partout où se défend le droit des peuples à être indépendants, où se mène le combat de la démocratie et de la paix, par une solidarité matérielle et politique.

Et si la place de l'UNEF est vide au X^e congrès de l'Union Internationale des Etudiants (3-10 février 71), dans les luttes anti-impérialistes, le Renouveau de l'UNEF sera présent. Les comités UNEF/R et les CA pour le Renouveau de l'UNEF se préparent dès maintenant pour faire du 21 février une journée d'action anti-impérialiste.

I.T.C. ACTUALITES

8, Cité d'Hauteville, 75 - PARIS-X

Etudiants,

Chaque mois dans « I.T.C. actualités » vous trouverez le point de vue des ingénieurs, techniciens et cadres communistes sur les questions du moment.

Le numéro, 4 F, est en vente dans les kiosques et librairies.

Abonnements tarif spécial étudiant :

— 1 an : 25 F au lieu de 35 F.

— 6 mois : 14 F au lieu de 19 F.

« I.T.C. » - C.C.P. 31 881 32 La Source, 8, Cité d'Hauteville - Paris-X^e - 824-84-14.

plate-forme d'orientation pour le renouveau de l'unef

Les luttes des étudiants connaissent un développement considérable depuis mai 1968. Elles ont pour base l'adaptation de l'enseignement au développement scientifique et économique. Elles s'opposent au caractère de classe de l'Université.

Ces luttes traduisent la volonté des étudiants de défendre leurs préoccupations immédiates et d'avenir.

C'est pour cela qu'ils ont besoin de l'UNEF. Le 58^e Congrès doit en consacrer le renouveau.

Exception faite d'une minorité d'étudiants issus des couches privilégiées de la société qui n'ont pas de problème majeur tant dans la poursuite de leurs études, leur avenir, que leur place dans la société, l'immense majorité des étudiants a des motifs d'insatisfaction et des raisons de lutte.

La majorité des étudiants est victime quelque de façon inégale de la politique du pouvoir et plus particulièrement de son application à l'Université.

L'Université n'est que le reflet d'une société de classe. Avec moins de 10 % de fils d'ouvriers, l'Université actuelle demeure une image inversée de la nation.

L'Université est composée aujourd'hui d'un nombre sans cesse croissant d'étudiants issus de couches sociales dont les difficultés économiques s'aggravent. Ceux qui viennent des milieux populaires subissent tout particulièrement ces difficultés, et les inégalités de l'héritage socio-culturel.

Leur origine sociale influe donc largement sur la situation des étudiants.

Mais les étudiants ont aussi des préoccupations communes à défendre parce qu'ils sont, pour la plupart, de futurs salariés. Ils connaissent, d'ores et déjà, la sélection, l'anxiété du chômage.

Ils savent que leur avenir est incertain.

Sur ce fond d'inégalités et d'injustice, les conditions dans lesquelles ils sont contraints de vivre et à l'heure actuelle ne font qu'aggraver la situation des étudiants.

L'Etat refuse d'assumer ses responsabilités, il refuse à l'Université les moyens d'un fonctionnement moderne susceptible de répondre aux besoins du pays, car pour lui comme pour les monopoles, l'Université coûte cher et ne sert pas ses profits à court terme.

C'est ainsi, par exemple, que diminue de 25 % dans le cadre du VI^e Plan, le taux d'accroissement du budget de l'enseignement supérieur.

Il oblige ainsi les familles les plus modestes à supporter l'essentiel des frais de scolarité :

- augmentation des droits d'inscription ;
 - diminution du nombre et du taux des bourses ;
 - suppression de l'allocation d'études.
 - rentabilisation des œuvres universitaires.
- C'est pourquoi il tente de rentabiliser l'Université et de l'adapter aux besoins immédiats du patronat.

Les étudiants ne vivent pas dans un monde clos, isolé. Ils sont partie prenante des mutations de la société.

Dans leurs études et dans leur vie, ils sont confrontés à tous les problèmes sociaux, économiques et politiques de notre époque. Attachés au maintien des libertés démocratiques, ils n'admettent pas la mise en place dans l'Université et dans les pays de me-

répressives dont le but est d'entraver l'essor des luttes populaires.

Parce qu'ils en sont victimes, dans leur situation ils ressentent profondément les inégalités sociales et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il existe enfin chez les étudiants un profond sentiment de solidarité internationale envers les étudiants et les peuples en lutte contre l'oppression et l'impérialisme.

Pour analyser correctement les problèmes de l'Université, il est nécessaire de les replacer dans le cadre général de la politique suivie depuis plusieurs années, et de voir à partir de ce cadre les objectifs du pouvoir actuel. Quels sont les traits dominants de l'Université dont nous héritons ?

I. L'insuffisance.

Les projets du V^e Plan, d'ores et déjà de 20 % inférieurs aux hypothèses les plus basses de la commission préparatoire, ne seront pas réalisés à 75 %.

Ces réductions avaient conduit la commission des experts à considérer qu'il manquerait en 1975 un nombre élevé de places dans tous les ordres d'enseignement.

En 1972, 920 000 places de C.E.S. et de C.E.G. auraient été nécessaires, 467 000 seulement seront disponibles.

● Moins de 1/3 des jeunes poursuivront à partir de la seconde des études pouvant conduire au baccalauréat.

● Dans l'enseignement supérieur, le taux de réalisation de construction ne correspond qu'à un peu plus de la moitié des prévisions. Le taux d'exécution est encore beaucoup plus faible. La moitié des C.H.U. de la Région parisienne, les facultés de sciences de Montesson, Montpellier lettres, etc., n'existent que sur le papier.

II. L'inégalité.

L'inégalité due aux différences de classes apparaît avec la plus grande acuité dans l'enseignement supérieur.

- 10 % en moyenne de fils d'ouvriers.
 - 5 % de paysans.
- mais ces chiffres ne reflètent pas l'inégalité par faculté

- 2 % de fils d'ouvriers à Polytechnique, Centrale, Ulm, Sevrès pour 17 % aux Arts et Métiers.

Un ensemble comprenant ouvriers, employés cadres moyens représente 36 % des étudiants alors qu'il représente 77 % de la population active.

Par contre patronat, professions libérales, cadres supérieurs comptent 32 % d'étudiants pour 4 % de la population active.

L'accroissement du nombre d'étudiants, de 136 000 en 1951 à plus de 600 000 en 1970 provient pour l'essentiel des couches moyennes, entraînant souvent un appauvrissement des familles qui consentent de grands sacrifices pour permettre à leurs enfants d'étudier.

Du point de vue de son recrutement l'Université est l'image inversée de la nation.

Cette inégalité est due d'une part à une cascade d'éliminations depuis l'entrée en 6^e, d'autre part aux difficultés financières entraînées par la poursuite des études longues, aux difficultés sociologiques entraînées par le caractère de classe accusé de l'Université.

Inégalité aussi à l'égard des jeunes filles. Le nombre des étudiantes est moins élevé en général et leur liberté de choix est moins importante.

III. L'insadaptation.

Un gâchis de millions d'intelligences et de talents. Il en résulte un niveau culturel moyen très faible. En 1962 3/4 des appelés du contingent avait le niveau du certificat d'études seulement, 3 % des hommes et 2 % des femmes avait le niveau du baccalauréat.

- Un jeune sur trois se dirige vers la production sans formation professionnelle.

En même temps le rendement est très faible :

- En sciences sur 1 000 étudiants de première année : 322 abandons, 293 redoublements.

- 1/3 des licenciés effectue ses études en un temps normal.

IV. La pression idéologique.

En même temps qu'il diffuse certaines connaissances, l'enseignement est aussi pour le pouvoir un moyen important pour faire pénétrer des idées favorables au maintien de sa domination de classe. Cela se sent au niveau du contenu de l'enseignement des sciences humaines, de l'histoire, du droit, de la philosophie, des sciences économiques.

Les objectifs généraux pour le pouvoir.

● Il s'agit d'une politique globale en matière de formation de la main-d'œuvre.

- Les thèses du pouvoir sont connues.

● Rapport « Ortoli-Montjoie » 1963, à la demande de Pompidou :

Un schéma simple :

- 1) au centre, le secteur industriel ;
 - 2) autour, les infrastructures, cœur et support organique du profit privé ;
- citation : « L'appareil d'enseignement, de formation professionnelle et de recherche, et même l'équipement sanitaire et social font partie des infrastructures essentielles. »

● Le système scolaire est conçu comme une mécanique à débiter des tranches de main-d'œuvre selon une circulaire ministérielle de 1967 :

- 30 % de main-d'œuvre ;
- 40 % de cadres subalternes ;
- 10 % de bacheliers ;
- 9 % I.U.T. ;
- 11 % facultés.

C'est en fonction de cet impératif et non des nécessités ou des capacités qu'est instauré le cloisonnement et la sélection.

En traitant la dépense d'éducation comme un investissement, on en obscurcit l'objet qui est d'accroître la capacité intellectuelle des hommes — l'accumulation des connaissances est considérée comme une marchandise dont l'étalement est la rentabilité du capital.

Les besoins sont ceux du développement de l'homme en tant qu'homme social total et non en tant qu'appendice des machines qu'il fait tourner.

— en même temps existent :

- des efforts d'adaptation nouveaux tenant compte de l'industrialisation accélérée de quelques branches économiques (groupe AGREF au sein du CNPF) aux dépens de tout le reste ; en même temps faire face à l'essor démographique, aux mouvements structurels de la société, au progrès des sciences et des techniques, à la concurrence internationale et à la compétition avec le camp socialiste.

La formation des futurs cadres s'assure selon 2 axes essentiels :

plate-forme pour le renouveau

la main d'œuvre peu qualifiée et bon marché.

- par la délivrance de diplômes ne débouchant sur aucune qualification précise ;

- par l'échec organisé de 2/3 des étudiants. Main-d'œuvre étroitement spécialisée et incapable de suivre le mouvement même des sciences et des techniques.

En même temps :

- diffusion massive d'idées favorables au maintien du système social actuel :

- « Une attitude positive vis-à-vis du profit privé » (rapport Ortoli-Montjoie) ;

- création ou renforcement d'une industrie pédagogique privée, payante, délivrant ses propres diplômes.

La mise en œuvre de cette politique.

● L'essentiel du VI^e Plan :

- frein de 25 % par an du taux de croissance de l'EN ;

- la moitié des étudiants bloqués en premier cycle + I.U.T. ;

- recours à l'enseignement privé ;

- nouvelles sources de financement de l'éducation :

les familles : de 3,50 M en 68 à 6 M en 1975 ;

le patronat.

Les mesures immédiates.

A. LA RESTRUCTURATION DE L'UNIVERSITÉ.

1. - Des grandes écoles pour les états-majors (2 % des fils d'ouvriers actuellement).

2. - Universités de pointe très spécialisées ; certes, il faudra les payer bien un temps, mais elles seront vite déqualifiées avec le mouvement même de la science.

3. - Des universités de masse sans moyens : on ne formera pas les cadres sans qualification précise qu'on pourra sous-payer ou finir de former dans l'entreprise (la notre dévotion l'a seront).

4. - Premier cycle et I.U.T. : il faut des spécialistes à utiliser tout de suite, peu importe s'ils seront incapables de se recycler dans 5 ans.

B. L'ACCENTUATION DE LA SEGREGATION SOCIALE A L'UNIVERSITE.

- suppression des sursis ;

- baisse du pouvoir d'achat des étudiants, diminution du nombre et du taux des bourses, augmentation des R.U. du prix des chambres ;

- secondarisation du premier cycle ;

- contrôle de connaissances éliminant les étudiants salariés (décret du 19 juin).

Et puis, il faut sacrifier les secteurs de l'Université qui ne débouchent pas sur nos secteurs industriels ;

- coupons les crédits des facs de lettres ;

- supprimons les IPES ;

- abandonnons les secteurs des facs de sciences qui ne correspondent plus aux secteurs de l'industrie qui ne nous intéressent plus (Bull, énergie atomique, etc.).

Enfin, il serait intéressant dans quelques secteurs d'avoir une industrie pédagogique : langues, grandes écoles, informatique ;

- espérons que le projet de loi U.D.R. sur l'extension de la loi Debré à l'enseignement supérieur sera voté à la prochaine session parlementaire : nous aurons nos universités, libres, payantes, vendant leurs propres diplômes, très concurrentielles !

Mais allons-y doucement, comme disait Olivier Guichard : « Une certaine gêne est nécessaire aux grandes mutations ».

Coupons les crédits !

Il s'agit à court terme de la constitution d'universités concurrentielles rentabilisées, privatisées, aseptisées, tendant à faire coïncider division technique du travail et pyramide des classes.

Une Université au service des grandes féodalités économiques.

Une Université ne correspondant pas aux nécessités et aux possibilités de notre époque.

L'inadaptation de l'Université, les difficultés rencontrées par les étudiants dans leurs vies et leurs études ont provoqué d'importantes luttes.

De la grève de mai et juin 1968 aux mouvements pour la défense de l'enseignement des langues, de médecine, d'I.U.T., aux manifestations de novembre et décembre 1970, les actions engagées par les étudiants ont entraîné d'importantes modifications de la situation des étudiants, elles ont fait reculer les adaptations réactionnaires et réformistes de l'Université.

Mais le pouvoir lui aussi mène une bataille pour renforcer la sélection, pour adapter l'Université aux besoins du patronat.

Si la pression des étudiants n'est pas constante aucun acquis de la lutte n'est définitif et aucune nouvelle mesure positive ne peut être obtenue.

Pour améliorer réellement la situation des étudiants, il est possible de satisfaire par la lutte les revendications légitimes c'est-à-dire :

I. - UN JUSTE CONTROLE DES CONNAIS-

SANCES, DE HAUT NIVEAU, CONTRE LA SELECTION PAR L'ECHEC.

- L'accumulation des connaissances n'est pas une course d'obstacles.

- Nous nous prononçons contre l'arrêt du 19 juin 1970.

- Deux sessions d'examens pour tous ! Les éléments de contrôle continu pris en considération ne doivent pas léser les étudiants salariés pour lesquels doivent exister des cours et travaux dirigés en dehors des heures de travail.

- Actuellement, faute d'une allocation d'études, d'enseignants, de moyens pédagogiques, le contrôle continu doit compter au minimum.

- Il est possible, comme en philo, histoire, etc., à Paris, d'obtenir une dérogation totale pour les étudiants salariés.

II. - POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS D'ETUDES.

a) Nominations d'enseignants. Le ministre n'a pas créé le tiers du nombre des postes qu'il avait déclaré indispensables.

b) Augmentation du nombre d'assistants et attribution d'un statut assurant leur avenir.

c) Construction de locaux : les exemples ne manquent pas : facultés de Verrières, Montesson, la moitié des C.H.U. de la région parisienne, etc.

d) Construction et équipements de bibliothèques et ouverture de celles-ci jusqu'à 22 heures tous les soirs.

e) Augmentation du personnel administratif surchargé et désorganisé par la « restructuration ».

III. - DES CONDITIONS DE VIE DECENTES, CONTRE LA SEGREGATION SOCIALE A L'UNIVERSITE.

a) Augmentation du nombre et du taux des bourses, réévaluation du barème d'attribution de pouvoir d'achat des bourses est passé en 5 ans de 1 240 heures de SMIG à 800 heures de SMIC).

b) Pour une allocation d'études :

- sur critères sociaux dans le premier cycle,

- sur critères sociaux et universitaires dans le deuxième cycle,

- sur critères universitaires dans le troisième cycle.

c) Gratuité réelle de l'enseignement supérieur.

- Non à 150 F de droits d'inscription.

- Polycopie gratuite à prix réduit.

- Contre les augmentations des loyers en cité, des tarifs des œuvres universitaires,



plate-forme pour le renouveau

— Construction des 45.000 chambres de cités universitaires prévues par le V^e Plan et manquantes en 1970.

e) Création ou réouverture de crèches dans chaque centre universitaire.

f) Défense de la M.N.E.F. et de la Sécurité sociale étudiante.

IV. - NOUS REAFFIRMONS NOTRE VOLONTÉ DE VOIR L'UNIVERSITÉ RESTER UN SERVICE PUBLIC.

a) L'Université n'est pas l'infrastructure du profit privé de quelques branches d'industries, l'Université forme des hommes et non des appendices de machines ;

Non à l'introduction des patrons à l'Université.

b) C'est à l'Etat d'assurer les moyens nécessaires à l'Université afin d'assurer l'avancée en matière de formation de cadres.

c) La garantie à la qualification professionnelle et à l'emploi, c'est notre diplôme. Depuis 1880, c'est la responsabilité de l'Etat d'assurer le sérieux, la qualité et l'impartialité des diplômes.

Nous exigeons le maintien de la valeur nationale des diplômes.

d) L'université doit être financièrement indépendante des groupes religieux, philosophiques, industriels.

Nous nous prononçons contre la « loi Debré » de 1958 et ses projets d'extension à l'enseignement supérieur qui aboutirait à faire des universités libres payantes, délivrant elles-mêmes leurs propres diplômes. Maintien et extension du financement public ;

25 % du budget à l'Education nationale.

Ce taux est indispensable.

— pour construire les établissements nécessaires et les équipements ;

— pour donner à toutes les universités les moyens de recherche les plus modernes ;

— pour développer le recrutement et la qualification des enseignants et des chercheurs ;

— pour développer les moyens d'études (bibliothèques, documentation, stages, etc.) ;

— assurer la gratuité effective de l'enseignement ;

— répondre aux besoins concernant les œuvres universitaires ;

— attribution de l'allocation d'études sur critères sociaux et universitaires ;

— les moyens et les personnels administratifs et techniques.

V. - POUR DES DEBOUCHES ET L'OUVERTURE DE NOUVELLES FILIERES DE FORMATION :

1. Pour l'augmentation massive des postes d'agrégation et de Capes comme l'exigent les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves ; il manque des milliers de postes de profs, d'instituteurs, contre la suppression des I.P.E.S. ;

2. Pour la création des nouvelles filières de formation et de débouchés, dans la recherche, l'animation socio-culturelle ; augmentation du nombre de postes d'interne des hôpitaux ;

3. Contre la liquidation de la recherche fondamentale et le démantèlement du secteur nationalisé (machines Bull, C.E.A., menaces sur l'Institut Pasteur, etc.) ; le développement d'une culture générale pour tous de haut niveau, la formation de professeurs et de maîtres qualifiés, l'étude des problèmes généraux de la société, les relations entre les hommes, la psycho, la socio ; la recherche fondamentale, un haut niveau scientifique, la mise en valeur de toutes les potentialités techniques dans tous les domaines.

CELA NOUS INTERESSE ; NOUS et des millions d'autres, dans ce pays.

CELA N'INTERESSE pas le patronat et l'Etat ;

— des pans entiers des faces de lettres sont laissés à l'abandon ;

— la sélection et des difficultés de tous

ordres s'accroissent en face de sciences entraînant une diminution de leurs effectifs.

NOUS NE L'ACCEPTEONS PAS.

VI. - GARANTIE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ;

a) Nous voulons un fonctionnement démocratique des conseils d'U.E.R., une préparation publique et claire des élections.

— Parité étudiants-enseignants.

— Nous réclamons la publicité des débats et son organisation par les conseils.

— En tout état de cause, nous ne nous considérons liés par aucune circulaire et rendons compte à nos mandants.

b) Il est nécessaire de préserver les acquis de mai et juin en matière de libertés politiques et syndicales de droit à l'expression et à l'information.

c) Les troubles à l'université ont pour cause essentielle le mécontentement des étudiants face à la politique du pouvoir.

Qu'on satisfasse les revendications au lieu d'envoyer la police.

— Respect des franchises universitaires.

— La police hors de l'université.

d) Enfin nous défendons les droits des étudiants traduits devant le conseil de l'université pour leur activité syndicale ou politique.

VII. - NOUS NOUS PRONONÇONS POUR LA CONSTITUTION D'UNIVERSITES COMPLETES A TROIS CYCLES. L'UNEF

1. — Pluridisciplinarité ne veut pas dire transformer les premiers cycles en vastes dépotoirs, visant en fait à créer un barrage par l'échec supplémentaire.

Nous nous prononçons contre la secondarisation du premier cycle.

2. — Une véritable pluridisciplinarité suppose dans l'état actuel :

— l'institution de passerelles entre les U.E.R.,

— des systèmes d'équivalences,

— l'existence de cycles d'orientation de haut niveau en sciences fondamentales permettant ensuite de toute façon et en même temps si l'étudiant a déjà fait son choix, l'étude des applications techniques ; des applications professionnelles,

— enfin la possibilité matérielle pour l'étudiant de s'inscrire dans sa faculté à des cycles d'études complémentaires.

● C'est dire que nous nous prononçons :

— pour l'intégration des I.U.T. et des grandes écoles à l'université sur la base d'une élévation générale de la qualité de l'enseignement,

— création pour les I.U.T. d'une maîtrise et d'un troisième cycle pour la recherche technologique.

a) Par un statut étudiant des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles et un système d'équivalence en ce qui les concerne.

Ceci afin d'assurer l'unité de l'enseignement supérieur. Il est possible et nécessaire de lier l'indispensable spécialisation à la formation générale rendue nécessaire par l'interpénétration des disciplines.

VIII. — Contenu et méthodes d'enseignement.

La mise au premier plan des problèmes, des moyens, ne nous fait pas négliger la question des contenus et méthodes, au contraire, elle donne l'assise matérielle pour poser et résoudre ces questions.

— Nous proposons d'intégrer à l'enseignement l'étude des méthodes de recherche, de favoriser le travail en groupe.

— Une conception nouvelle des travaux dirigés, une recherche pédagogique permanente permettrait d'obtenir un contrôle scientifique des connaissances, basé non plus sur le principe de la sélection sociale mais sur celui de la promotion de tous.

— Les programmes devront constamment tenir compte des découvertes modernes, permettre le libre jugement, lier théorie et pratique.

— Enfin, dans son contenu actuel, en même temps qu'il donne un réel savoir, l'enseignement est profondément marqué par des idées conservatrices. Comme le déclarait le plan Ortol-Montjoie (1968) il considère comme une grande question d'inculquer l'amour du profit privé ; le respect d'une société où la concurrence, la violence entre les hommes est la règle.

L'U.N.E.F.

Pour défendre les aspirations des étudiants, il est nécessaire de mener les luttes revendicatives de masse. Il est nécessaire d'utiliser simultanément une présence critique et combattive au sein des conseils et de s'en servir comme un point d'appui pour ces luttes.

Ces revendications peuvent être satisfaites si les étudiants s'unissent au sein d'une organisation de type syndical.

Cette organisation existe, c'est l'U.N.E.F. Elle a certes traversé de graves difficultés dues à l'activité néfaste des groupes gauchistes et de sa direction liquidatrice. Mais les étudiants n'admettent pas la liquidation de leur organisation.

Dans les luttes, à travers les élections universitaires et dans l'U.N.E.F., ils ont participé massivement aux actions qui allaient dans le sens du renouveau syndical.

Grâce à cette montée du Renouveau, il est désormais possible de faire de l'U.N.E.F. une organisation de caractère syndical, rassemblant la masse des étudiants pour et dans l'action.

La condition de l'existence de l'U.N.E.F., c'est la démocratie syndicale à tous les niveaux, démocratie fondée sur l'adhésion sans distinction d'opinion politique de tous les étudiants qui veulent défendre leurs intérêts et sur la discussion pour toute l'organisation de l'orientation et des perspectives à donner au combat.

Ainsi, chaque U.N.E.F. sera l'instrument capable à nouveau de regrouper non seulement autour de leurs préoccupations matérielles, mais aussi dans une vision d'ensemble de la société.

Elle liera les revendications locales essentielles au combat d'ensemble contre la politique universitaire du pouvoir.

Parce que les problèmes de l'Université concernant la population, que les étudiants sont concernés par les problèmes de la population (pouvoir d'achat, transports, liberté), l'U.N.E.F. recherchera l'alliance de toutes les organisations syndicales démocratiques.

Avec ces organisations, elle se doit de lutter contre la ségrégation sociale dans l'enseignement pour la défense de caractère public de l'éducation nationale.

Comme toutes les forces démocratiques, l'U.N.E.F. luttera contre la politique de répression qui vise à entraver le développement des luttes. Elle luttera pour la suppression de la police universitaire, contre les interventions policières dans les facultés. Ses élus appuieront ce combat et lutteront contre toute sanction universitaire motivée par des raisons politiques. Elle luttera contre les arrestations arbitraires et exigera la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat.

Comme tous les syndicats, elle exigera le droit d'expression à l'O.R.T.F.

Tout en luttant pour les revendications et la démocratie, l'U.N.E.F. attachera une grande importance aux luttes menées par les étudiants et les peuples du monde entier, contre toutes les formes d'impérialisme et d'oppression.

En particulier, elle développera l'action des étudiants pour soutenir les peuples vietnamiens, lao et khmers, jusqu'à la victoire contre la criminelle agression américaine. Elle soutiendra les peuples et les étudiants grecs, espagnols et portugais en lutte contre l'oppression fasciste.

Elle combattrait pour une solution pacifique du conflit du Proche-Orient, solution fondée sur le respect des droits du peuple arabe de Palestine, de la libération des territoires occupés par les Juifs depuis juin 1967.

L'U.N.E.F. combattrait le colonialisme et le néo-colonialisme.

plate-forme pour le renouveau

L'UNEF apportera son soutien aux étudiants étrangers qui résident en France : ils doivent souvent faire face à une double répression.

Dans ce combat, l'UNEF œuvrera au sein de l'U.I.E. à l'unité de tous les étudiants du monde dans la lutte commune contre l'impérialisme.

L'UNIVERSITE DEMOCRATIQUE : UNE UNIVERSITE LIEE A LA NATION

Si la lutte peut limiter les effets néfastes de la politique du pouvoir, il est clair que la satisfaction durable des revendications des étudiants et des enseignants passe par de profondes transformations démocratiques à l'université. Ces transformations ne pourront être effectuées que dans le cadre d'une réforme complète du système d'enseignement.

a) Les principes

Dans ce cadre, l'enseignement supérieur doit répondre à plusieurs objectifs principaux :

1) L'unité de la culture et de la qualification professionnelle.

L'enseignement doit être dans tous les cas un enseignement de culture communiquant à la fois, les méthodes et un savoir encourageant l'initiative et la recherche, l'unité de la théorie et de la pratique.

Nous sommes aussi pour la liaison entre l'enseignement supérieur et l'économie.

Il est certain que dans un état délogé de la domination des intérêts privés, des liaisons importantes pourront être établies entre les universités et les industries nationalisées. Une économie planifiée, un rôle accru des organisations des travailleurs, des étudiants permettront d'établir des mesures sérieuses dans ce domaine.

2) La liaison de l'enseignement et de la recherche. L'enseignement supérieur doit se consacrer à l'avancement de la science, à la formation des chercheurs afin de lier la diffusion et l'établissement du savoir.

3) La diffusion de la culture.

Tout établissement universitaire doit être un lieu d'éducation permanente.

Le vrai visage de l'A.J.S.

Parce que les militants de l'UNEF-Renouveau, dans un « appel aux étudiants de France », portaient le débat de l'UNEF, de la préparation et de sa tenue démocratique, devant les étudiants, les trotskystes de l'A.J.S. n'ont pu tolérer que la vérité soit connue des étudiants. Provocation, pourrises et violences y compris dans les amphithéâtres, se sont multipliées contre ceux qui distribuaient les tracts et ceux mêmes qui voulaient les lire. Leur hargne s'est au bout de deux jours traduite par des événements d'une gravité exceptionnelle : une tentative de meurtre.

A la suite de ces événements qui se sont déroulés le 21 janvier à Censier, l'UNEF-Renouveau a publié le communiqué suivant :

a) Hier « une centaine des militants de l'A.J.S. et de l'U.C.I. (la plupart non-députés) se sont attaqués à la Faculté de Censier. Casques et armes de barres de fer, après de multiples provocations toute la journée contre les distributeurs de tracts, l'UNEF-Renouveau et ceux qui les lisaient, ils ont déboulé avec une sauvagerie inouïe les militants, l'UNEF-Renouveau. Ces heures sont allées jusqu'à précipiter six de ses militants par les fenêtres du deuxième étage de la Faculté, continuant leur action de barbarie en lançant des chaises et, la tête sur les épaules, qui s'écrasaient à terre, les membres brisés. Ces six camarades sont actuellement hospitalisés dans un état grave.

Ces actions témoignent de l'isolement de plus en plus grand du groupuscule trotskyste dans l'UNEF. Elles les étudiants et dans leur population. Malgré leurs manœuvres antisocialistes pour s'approprier l'UNEF et ses méthodes patschistes d'occupation des locaux, les quelques partisans de l'A.J.S. ne pourront plus empêcher la préparation et la tenue d'un congrès réellement démocratique de l'UNEF, qui soit celui des étudiants, celui de la rénovation syndicale.

● L'UNEF-Renouveau appelle les étudiants à la vigilance face aux provocations de l'A.J.S., appelle à faire respecter le droit d'expression et les libertés démocratiques à renforcer l'UNEF pour en faire leur arme de lutte contre la politique universitaire du pouvoir, pour la satisfaction de leurs revendications. Rien ni personne ne pourra plus empêcher les étudiants de faire du Congrès de l'UNEF, celui du renouveau syndical.

De nombreux messages de sympathie, de solidarité avec les camarades hospitalisés, et d'indignation contre les méthodes terroristes de l'A.J.S.-O.C.I. sont parvenus à l'UNEF-Renouveau de la part des U.D. C.G.T. de la R.P. du Val-de-Marne de l'UN.C.A.L., la P.R.U.F., l'U.G.E., etc.

4) Démocratiser l'enseignement supérieur est une exigence.

L'accès aux études supérieures ne doit plus rester le privilège des enfants de ceux qui ont déjà une instruction.

La répartition des étudiants, le contrôle social de la qualification, ne doivent pas s'effectuer seulement en tenant compte des besoins immédiats ou à court terme des grandes sociétés capitalistes. Ce qu'il faut c'est donner les moyens nécessaires afin de permettre la sélection des meilleurs par l'égalité des chances et la promotion de tous.

b) Ainsi définie, répondant à une mission nouvelle, l'université verra ses structures et son fonctionnement considérablement transformés.

STRUCTURES

— Il s'agit de créer partout des universités complètes au sein desquelles une réelle pluridisciplinarité permettrait de garantir l'unité de l'enseignement supérieur. En même temps, il serait possible de lier la nécessaire spécialisation à la formation générale rendue indispensable par l'interpénétration des disciplines.

— Afin de lier l'enseignement et la recherche, d'éviter la différenciation de niveau entre les universités des différentes régions il est indispensable de doter toutes les universités d'un troisième cycle et des moyens nécessaires à la recherche scientifique.

AUTONOMIE ET COGESTION

— Tout en favorisant l'autonomie pédagogique et de gestion, l'enseignement doit relever entièrement du ministère de l'Éducation nationale et des fonds publics afin d'assurer l'indépendance de l'enseignement vis-à-vis des groupes financiers.

— Chaque université sera dirigée par un conseil d'université comprenant les représentants élus des étudiants, des enseignants, des chercheurs et du personnel, ainsi que de ceux de l'État (étant bien entendu qu'il s'agit là non de l'État actuel mais d'un État démocratique), les syndicats, les organismes départementaux, les entreprises publiques et nationalisées.

CONTENU

ET METHODES D'ENSEIGNEMENT

— Il apparaît nécessaire d'équilibrer les heures de travail pour permettre la recherche personnelle et collective, d'intégrer à l'enseignement l'étude des méthodes de recherche, de favoriser le travail de groupe. Une conception nouvelle des travaux dirigés, une recherche pédagogique permanente, permettront d'obtenir un contrôle scientifique des connaissances, basé non plus sur le principe de la sélection sociale mais sur celui de la sélection des meilleurs par la promotion de tous.

— Les programmes devront constamment tenir compte des découvertes modernes, permettre le libre jugement des étudiants, lier la théorie à la pratique.

Enfin dans son contenu actuel l'enseignement est profondément marqué par les idées conservatrices des féodalités économiques. A l'opposé de cette conception l'enseignement démocratique aidera à l'émancipation de l'homme en favorisant le développement de la culture.

AIDE AUX ETUDIANTS

Le principe de démocratisation de l'université nécessite que l'on donne à chaque étudiant les moyens financiers et les conditions matérielles lui permettant de se consacrer pleinement à ses études.

Cela permettra d'abolir l'inégalité sociale du recrutement qui constitue un aspect essentiel de l'université actuelle.

Cela nécessite :

— Le développement des œuvres sociales (cités, restaurants, mutuelle, sécurité sociale) financées par l'État et gérées par

des conseils où les étudiants seront en majorité :

— Une allocation d'études sur critères sociaux dans le premier cycle, sociaux et universitaires dans le second cycle et universitaires dans le troisième cycle. Les allocations d'études seraient attribuées par une commission au sein de laquelle les étudiants doivent être représentés.

LIBERTES SYNDICALES ET POLITIQUES

— Une université démocratique ne remplirait pas pleinement sa mission si elle ne garantissait pas aux étudiants comme aux enseignants les libertés d'association, de réunion, d'activité syndicale et politique, d'information.

Une université disposant des moyens nécessaires pour mener à bien sa mission.

— Sans les moyens financiers nécessaires fournis par l'État, il ne saurait être question d'avancer dans le sens d'une université moderne et démocratique, tant sur le plan de l'enseignement que sur la qualité de l'enseignement : le pourcentage des dépenses budgétaires affectées à l'éducation nationale doit être au minimum de 25 %.

Dans ce cadre doubler le budget de l'enseignement supérieur est indispensable.

— Pour construire les établissements nécessaires et les équipements ;

— Pour donner à toutes les universités les moyens de recherche les plus modernes ;

— Pour développer le recrutement et la qualification des enseignants, chercheurs ;

— Pour développer les moyens d'études (bibliothèques, documentation, stages, etc.) ;

— Pour assurer la gratuité effective de l'enseignement ;

— Pour répondre aux besoins concernant les œuvres universitaires ;

— Pour l'application de l'allocation d'études sur critères sociaux et universitaires ;

— Pour donner aux universités les moyens et les personnels administratifs et techniques.

Une telle Université ne peut trouver sa place dans la société actuelle. Les forces sociales qui y demandent ne peuvent tolérer l'accès de tous à la formation professionnelle. Elles veulent maintenir une conception élitiste de la culture. Elles donnent pour toutes perspectives aux étudiants d'être des rouages d'un système dont on leur interdit de discuter la finalité.

Enfin, les investissements que supposent les transformations démocratiques de l'Université supposent que ce qui constitue aujourd'hui les profits d'une poignée de capitalistes soient remis entre les mains de la nation.

C'est dire que le combat pour la transformation démocratique de l'Université passe par la transformation socialiste de la société.

Une authentique solidarité de combat unit les étudiants et les travailleurs.

Principales victimes de la politique de ségrégation sociale, les travailleurs ont intérêt à ce que se réalise une réforme démocratique de l'enseignement.

Parallèlement les étudiants qui vivent les contradictions de la société actuelle avec son enseignement inadéquat aux exigences de notre temps ont intérêt aux grands changements démocratiques qui permettront d'atteindre les objectifs généraux du syndicalisme : l'émancipation des travailleurs qui ne peut être obtenue que par la suppression de l'exploitation capitaliste.

Étudiants, ce texte vous est soumis par les C.A. et A.G.E. qui luttent pour le renouveau de l'UNEF. C'est une base de discussion pour la préparation du Congrès au cours duquel tous les amendements des étudiants et des C.A. UNEF seront l'objet d'un débat.

DANS LES FACS...

Des profs au rabais

A nouveau le baron Guichard frappe ! Il supprime les I.P.E.S. Il crée des instituts techniques de formation pédagogique. Le bilan pour les étudiants en lettres et sciences :

1°) Suppression d'un acquis du syndicalisme étudiant : la possibilité pour un certain nombre d'étudiants (7.000) d'avoir un pré-salaire pendant leurs études et de préparer dans des conditions théoriquement meilleures un diplôme d'enseignement ; cette année 3.800 étudiants ne bénéficieront pas de ce pré-salaire.

2°) Et, fondamentalement, un avenir pour eux encore plus incertain qu'auparavant. Guichard ne craint pas d'affirmer qu'un septième des étudiants seront écartés des I.T.F.P. Et il ajoute que seul cet institut Prépare au C.A.P.E.S. et à l'Aggeg (sans C.A.P.E.S. et sans Aggeg, impossibilité d'être enseignant).

Le choix pour nous maintenant est de chercher tout de suite dans les petites annonces un poste de technicien sous-payé, une ou toute place ne correspondant en rien à nos études.

Ou bien se battre, dès maintenant, et gagner sur un certain nombre de points notre droit aux débouchés.

Les comités U.N.E.F. pour son renouveau proposent dès maintenant, en liaison avec les sections du S.N.E.S. et du S.N.E.Sup., d'organiser notre riposte.

Nous exigeons en conséquence du ministère ouverture de négociations sur les points suivants :

1°) Maintien des I.P.E.S.

2°) Possibilité pour tous les étudiants d'accéder aux diplômes d'enseignement. Ce qui signifie, soit l'équivalence des diplômes don-

nant droit à un poste d'enseignant titularisé, soit un concours unique.

En aucun cas, nous ne tolérerons qu'ayant échoué au niveau du D.U.E.L. ou du D.U.E.S. ou concours d'entrée des I.T.F.P., les étudiants ne puissent plus jamais espérer être un jour enseignant, d'autant que, outre l'évidence de l'accentuation de la sélection, l'I.T.F.P. contient nombre de points tout à fait dangereux pour les étudiants.

Ce concours d'entrée sera au niveau du D.U.E.L. (S). De cette mesure au rattachement du premier cycle de l'université aux lycées et collèges, il n'y a qu'un décret. Gageons que Guichard n'en est plus à cette signature près.

En même temps, nous exigeons la création de passerelles entre la Fac' et l'I.T.F.P. au niveau, par exemple, de la maîtrise.

3°) Le problème reste posé de l'intégration de ces instituts à l'université.

4°) A côté de ces mesures immédiates, où avec une U.N.E.F. renouée combattant aux côtés des organisations syndicales des enseignants du supérieur et du secondaire, il est possible de gagner dans un délai relativement rapide. Cette négociation devra pour nous être l'occasion d'affirmer les propositions suivantes, réalisables à plus long terme :

Le but : une véritable formation des maîtres à tous les niveaux. Comment ?

Pour le secondaire : en instituant un centre universitaire de formation des maîtres. Les examens devront être ceux préparés à l'université. Sur les cinq ans de formation, un an sera réservé à la formation pédagogique.

Pour le supérieur : en créant un institut de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur. Au niveau de la maîtrise, les étudiants passeraient trois ans de formation à la pédagogie et à la recherche.

D'une manière générale, la revendication est : mode unique de recrutement.

Ainsi, formation des maîtres, sélection sociale ou avenir des sciences et des techniques par une qualification toujours plus approfondie et démocratique des enseignants et chercheurs : autant de questions auxquelles Guichard répond en sens contraire des intérêts des étudiants.

Mais les étudiants maintenant s'organisent et défendent leurs revendications.

Ils se battent pour avoir des débouchés, une formation réelle. Dans l'unité, par la pétition, la délégation, la grève, la manifestation, ils imposeront la négociation sur les questions de leur avenir.

Non ! M. Guichard, c'est avec notre syndicat que nous entrons en lutte. Nous ne vous laisserons pas sélectionner six étudiants sur sept.

Notre avenir nous appartient ! Nous le défendrons.

L'exemple de Sciences

Les élections aux conseils d'UER de la Faculté des Sciences, composée d'UER de Paris-6 et d'UER de Paris-7, appellent plusieurs réflexions. Par rapport à 1969, l'UNEF Renouveau a 50 voix en moins. Mais les effectifs avaient diminué de 20 % passant de 18.000 inscrits à 15.000. Ce qui fait que, de 9 %, le pourcentage d'étudiants votant pour les listes « Défense » passe à 10 % (soit 1.550 étudiants).

L'UNEF Renouveau obtient 68 sièges (52 à Paris-6 et 16 à Paris-7) contre 66 pour l'ACES (59 plus 7) avec en plus un certain nombre de motifs d'invalidation contre elles, dont commission électorale et juristes réunis ont refusé de tenir compte. La Corpo, qui a perdu 2.000 voix par rapport à 1969, est battue



en sièges par l'UNEF à la Fac des Sciences, et avec elle la politique universitaire du pouvoir.

La progression de l'UNEF Renouveau à la Faculté des Sciences n'est pas fortuite.

Face à la politique de Guichard, c'est Paris Sciences UNEF qui a engagé la bataille en MPI en informatique, la construction de la Halle aux Vins, Parcours Laurent sont autant d'exemples et de succès qui ont grandi l'audience de P. Sciences et conduit des étudiants par dizaines à la renforcer, comme gage d'efficacité.

MPI : renforcée avec création d'une section supplémentaire.

Info : Dédoublage de la section C1 - C2. Avec les élus, la bataille de la construction de la Halle aux Vins est en voie de succès : déblocages de crédits pour 8 ailes (alors que Guichard avait décidé de tout stopper).

Pascal Laurent sera libéré par Paris Sciences.

Un meeting de protestation (300 personnes), organisé par P. Sciences et les autres organisations syndicales de la Fac, est un point de départ et un point d'appui d'une campagne de pétitions qui seront envoyées au Parcours. De plus, les élus ont fait se prononcer le conseil de Paris-7 en faveur de la libération de l'étudiant en sciences. Forts de ces succès, pour de nouvelles luttes, les militants de Paris-Sciences sont décidés à largement faire adhérer à l'UNEF pour que le prochain congrès soit celui qui fasse de l'organisation syndicale celle des étudiants, et qu'il soit celui de la rénovation.

dernière heure - dernière heure - dernière

TECHNIQUES ET SOCIÉTÉS

liaisons et évolutions

Daniel FURIA, professeur à l'École normale nationale d'apprentissage de Lyon, et Charles SERRE, professeur à l'I.N.S. de chimie de Rouen

LES FINANCES PUBLIQUES

Pierre LALUMIÈRE, professeur à l'Université de Paris

L'ADMINISTRATION PROSPECTIVE

Lucien SFEZ, professeur à l'Université de Paris

EXERCICES DE STATISTIQUES DESCRIPTIVES

Danielle et Daniel LOUZOUN, chargé de travaux dirigés à l'Université de Paris

LA LOGIQUE ET SON HISTOIRE

d'Aristote à Russel

Robert BLANCHÉ, professeur honoraire à l'Université de Toulouse

LA FRANCE MÉDIÉVALE

Institutions et société

Jean-François LEMARIGNIER, professeur à l'Université de Paris

L'IRLANDE Tome 2 : LITTÉRATURE

Patrick RAFROIDI, maître de conférences à l'Université de Lille

DOCUMENTS D'HISTOIRE MODERNE

François BILLACOIS, Jean-Claude HERVÉ, Régine ROBIN et Anne ZINN, assistants à l'Université de Nanterre

LE CATHOLICISME EN GRANDE-BRETAGNE

Solange DAYRAS, maître-assistant à l'Université de Paris, et Christiane d'HAUSSY, maître-assistant à l'Université de Lille

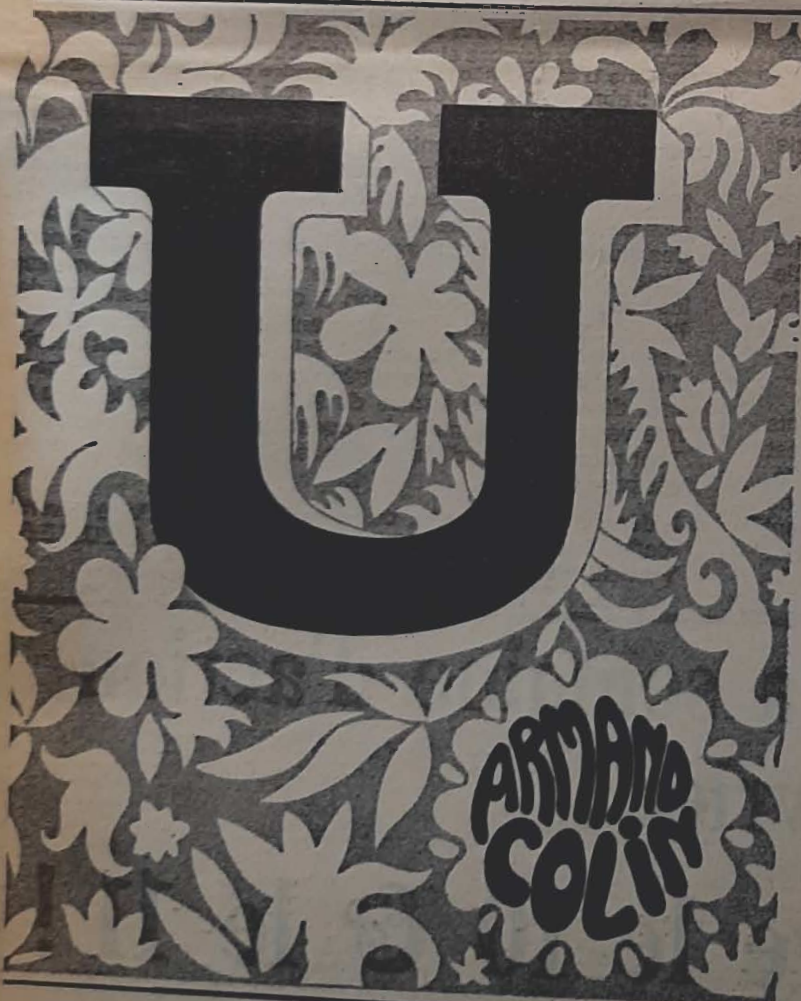
DE LA S.F.I.O. AU NOUVEAU PARTI SOCIALISTE

Christiane HURTIG

LA CHINE

Jacques PREZU-MASSABUAU, attaché de recherche au C.N.R.S.

demandes à votre LIBRAIRE les CATALOGUES COMPLETS



Pour la défense de nos intérêts Pour les luttes Vive le renouveau de l'UNEF !

LE RENOUVEAU DE L'U.N.E.F. EST EN MARCHÉ

Dans les luttes menées depuis deux ans et dans l'U.N.E.F. un courant s'est développé qui est aujourd'hui devenu largement majoritaire : l'U.N.E.F.-Renouveau. Actif dans la grève des étudiants en médecine, c'est lui qui a impulsé les actions revendicatives en Langues, en I.U.T., en Sciences. C'est lui qui a organisé les premières manifestations depuis Mai-Juin 1968, notamment les 13 novembre et 16 décembre 1970. C'est lui qui a développé à l'université le soutien aux emprisonnés basques. C'est lui enfin qui s'est manifesté lors des élections universitaires comme la seule opposition réelle à Guichard.

Par dizaines de milliers dans l'action, les étudiants de France ont ainsi exprimé leur volonté de doter l'U.N.E.F. d'une direction responsable, combative et démocratique. L'expérience acquise, la situation des étudiants ont fait grandir le besoin d'une organisation capable de défendre, d'élargir leurs droits et leurs conquêtes. Le combat permanent des militants de l'U.N.E.F.-Renouveau a jeté les bases d'une telle orientation.

UN PREMIER BILAN DE RENOVATION

En quelques jours, les étudiants, par milliers, ont approuvé les propositions de l'U.N.E.F.-Renouveau. Ainsi les C.A. de géographie à Paris, des C.H.U. Necker et Pitié-Salpêtrière, les C.A. de Caen-Droit, Caen-Lettres, de Limoges-Lettres, l'Union Générale des Etudiants de Montpellier se sont dotés de direction démocratique œuvrant à la rénovation de l'U.N.E.F. Ainsi toutes les structures réunies légalement depuis la démission du Bureau national du P.S.U. ont démontré le caractère largement majoritaire de la tendance pour le renouveau syndical. De même les distributions de cartes que Guy Konopnicki a exigées dans la commission de contrôle de l'U.N.E.F. ont montré l'audience de nos idées : à Marseille, Lille, Reims, Angers, la commission de contrôle a dû remettre aux militants de l'U.N.E.F.-Renouveau 1.290 cartes contre 318 à l'A.J.S.

Pour la première fois depuis des années, ce sont les étudiants eux-mêmes qui vont préparer le Congrès de l'U.N.E.F. C'est eux qui vont fixer l'orientation. Partout, dans chaque faculté, dans chaque amphithéâtre, les étudiants vont avoir la possibilité de prendre leur carte U.N.E.F., de se prononcer librement sur les options du syndicat, de participer à la réunion du C.A. L'U.N.E.F. vivra démocratiquement.

CONTRE LES VIOLENCES

Les dirigeants de l'A.J.S. ne veulent pas se plier à la loi démocratique. Après leur coup de force dans les locaux de l'U.N.E.F., ils ont montré leur vrai visage. Ces individus conçoivent le travail syndical uniquement de la manière putschiste et violente. Ainsi, à Censier, ils ont sauvagement agressé des étudiants membres de l'U.N.E.F.-Renouveau. Armés de barres de fer ils ont ratonné la Faculté puis ils ont précipité six étudiants par les fenêtres du deuxième étage. Bilan : un camarade boitera toute sa vie, deux ont le crâne fracturé, un le poignet cassé, de multiples contusions... Ces actions témoignent de leur isolement total chez les étudiants et dans la population.

L'U.N.E.F.-Renouveau dénoncera avec force de telles méthodes. L'U.N.E.F. n'est pas à prendre à coups de matraque.

DEVELOPPONS LES LUTTES

L'U.N.E.F.-Renouveau appelle les étudiants à redoubler d'efforts pour faire aboutir leurs revendications les plus urgentes. L'essor des luttes sera la condition de la reconstruction de l'U.N.E.F. Sur la base du succès des listes U.N.E.F.-Renouveau aux élections, il est possible de faire reculer le pouvoir !

Organisons-nous pour défendre nos conditions de vie : augmentation du nombre et du faux des bourses, construction de Restaus U et de Cités U ; pour défendre nos conditions d'études : abrogation du décret du 19 juin imposant le contrôle continu et les examens, aménagement du contrôle des connaissances, augmentation des moyens matériels nécessaires à l'étude et à la recherche, création immédiate de bibliothèques, rétablissement des I.P.E.S. Luttons contre la sélection et le manque de débouchés. La plus grande partie des étudiants ressent durement les conséquences de la politique universitaire du pouvoir, la mainmise du patronat sur les facultés, la spécialisation à outrance, l'incertitude de l'avenir. L'étudiant de première année, comme l'agrégatif, a des revendications légitimes à faire aboutir. Ils ont besoin d'être unis, vigilants, organisés pour élaborer leurs exigences, déterminer les formes de lutte. Ils veulent débattre et intervenir sur l'ensemble des questions qui les préoccupent. Tout prouve aujourd'hui qu'une telle organisation syndicale est possible.

Il dépend de nos luttes, de notre force, de la faire devenir réalité. Pour cela une solution : S'ORGANISER A L'U.N.E.F., Y ADHERER.

participons à la semaine d'action
du 5 au 13 février !
tous en grève le 10 & le 11 !